



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N°125 10 NOVEMBRE 2018

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

DJIBOUTI :
DJIBOUTI PASSE
DANS LE TOP
100 DU
CLASSEMENT
DOING BUSINESS
DE LA BANQUE
MONDIALE 2019

COTE D'IVOIRE :
L'EXCEDENT
COMMERCIAL 2017
EN HAUSSE DE
29,8%

ZIMBABWE :
EMMERSON
MNANGAGWA A
ANNONCE LA
DECOUVERTE DE
PETROLE DANS LE
NORD DU PAYS

BURKINA FASO :
ELECTROSTEEL
FRANCE
REMPORTE DEUX
GROS CONTRATS

GAMBIE :
SIGNATURE D'UN
NOUVEL ACCORD
DE PECHE AVEC
L'UE

KENYA : REGAIN
D'ACTIVITE DU
SECTEUR PRIVE
EN OCTOBRE

BOTSWANA : LE
GROUPE D'ACTION
FINANCIERE (GAFI)
PLACE LE BOTSWANA
SUR SA LISTE DES PAYS
A RISQUE ELEVE

NIGERIA : L'ETAT VA
INVESTIR 500 MDS
NGN (1,21 Md EUR)
SUR 5 ANS POUR LA
CONSTRUCTION DE
LOGEMENTS

CAP-VERT :
LANCEMENT EN 2019
DU PROGRAMME «
TOURISME FAMILIAL »
DANS TOUTES LES
MUNICIPALITES DU
PAYS



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Rapport *Doing Business* 2019: légère amélioration dans la facilité globale à conduire des affaires en Afrique de l'Ouest anglophone

Le rapport compare la qualité de l'environnement des affaires de 190 économies. En 2018, le score moyen en Afrique sub-saharienne (ASS) est de 61 sur 100. Dans la région, le Ghana est le mieux classé (114^e ; 59), suivi du Nigéria (146^e ; 53), de la Sierra Leone (163^e ; 49) et du Libéria (174^e ; 43.5). Selon le rapport, le point fort de l'environnement des affaires du Nigéria et du Ghana tient à la facilité à obtenir un crédit. Mais le Ghana pêche dans sa gestion des faillites, et le Nigéria dans l'enregistrement d'une propriété et le commerce inter-frontalier. Au Libéria, le système fiscal permet de facilement payer ses impôts, mais les investisseurs minoritaires restent peu protégés. De plus, tout comme pour la Sierra Leone, la gestion des permis de construire constitue un point faible.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Rapport Ibrahim *Index of African Governance* 2018 (IIAG): faible amélioration ou stagnation dans les pays de la région

Publié depuis 2008, l'IIAG mesure les progrès en matière de gouvernance sur le continent. Le Ghana arrive 6^e sur 54 pays avec un score de 68,1 sur 100, suivit du Libéria (23^e ; 51,6), de la Sierra Leone (26^e ; 50,9) et du Nigéria (33^e ; 47,9). La moyenne continentale est de 49,9. Le Ghana progresse en matière de développement humain, mais régresse pour ce qui est de la sécurité. Le Libéria voit sa situation s'améliorer dans l'ensemble des composantes, en particulier pour ce qui est des opportunités économiques. La Sierra Leone progresse en matière d'Etat de droit, mais a vu ses opportunités économiques se détériorer. Enfin, une meilleure participation politique est observée au Nigéria, mais la sécurité intérieure et l'Etat de droit se sont dégradés.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Publication du rapport *Doing Business* de la Banque mondiale

Mercredi 31 octobre, la Banque mondiale a publié son édition 2019 du [rapport *Doing Business*](#) qui évalue l'environnement des affaires dans 190 pays. Le rapport indique que l'Afrique subsaharienne a été la région où le plus grand nombre de réformes ont été mises en œuvre dans le but d'améliorer le climat des affaires depuis 2012. L'Afrique du Sud se positionne comme le 6^{ème} pays d'Afrique, avec un classement mondial la plaçant à la 82^{ème} place (en progression de quatre places par rapport à l'année précédente). Selon la Banque mondiale, le pays a amélioré le processus d'immatriculation des entreprises en ligne ainsi que l'accès à l'électricité en réduisant les coupures de courant. Le Botswana et la Zambie occupent quant à eux la 86^{ème} et 87^{ème} place au classement mondial.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique de l'Est et Océan Indien : l'Afrique de l'Est et l'Océan Indien (AEOI) en troisième place en termes d'IDE entrant en 2017**

Selon le *World Investment Report 2018* de la CNUCED, l'AEOI a enregistré plus de 7,6 Mds USD de flux entrants d'investissements directs à l'étranger (IDE) en 2017, plaçant ainsi la région à la troisième place sur le continent derrière l'Afrique du Nord (13,3 Mds USD) et l'Afrique de l'Ouest (11,3 Mds USD). Si à l'échelle du continent une baisse significative de 27,3 % des flux d'IDE entrants est à souligner entre 2016 et 2017, l'AEOI n'enregistre qu'une baisse de 3,4 % sur la période. Cette relative stabilité tient avant tout à l'importance des flux d'IDE entrants en Ethiopie qui avec 3,6 Mds USD en 2017 se place en première position dans la sous-région. La Tanzanie arrive en seconde position avec 1,2 Md USD pour 2017, devant l'Uganda (700 MUSD) et le Kenya (672 MUSD).

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique de l'Est : la construction du chemin de fer Isaka-Kigali débutera en décembre**

La Tanzanie et le Rwanda ont annoncé que la construction de la ligne de chemin de fer reliant la banlieue d'Isaka en Tanzanie à Kigali (soient 571 km), débutera en décembre prochain. Cette annonce a été faite par une déclaration conjointe du ministre tanzanien des Travaux publics, des Transports et de la Communication et son homologue rwandais en charge des infrastructures, lors de leur récente rencontre à Dar-Es-Salaam pour finaliser les plans du projet de 2,5 Mds USD. Les deux pays sont également convenus des modalités de financement, la Tanzanie cherchant un prêt pour financer le tronçon Isaka-Rusumo et le Rwanda optant pour un modèle de partenariat public-privé pour son tronçon (Rusumo-Kigali). Une fois achevée, la ligne de chemin de fer devrait améliorer les échanges commerciaux entre les deux pays en permettant aux personnes et au fret de se déplacer plus facilement et à moindre coût, à travers la frontière commune.

✉ philippines.de-brevand@diplomatie.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Afrique du Sud : Le taux de chômage augmente à 27,5 % au T3 2018

Le taux de chômage a légèrement augmenté passant de 27,2% de la population active au premier trimestre 2018 à 27,5 % au troisième trimestre. Cela s'explique notamment par une augmentation du nombre de chômeurs (+127 000 personnes) et une destruction d'emplois dans le secteur formel (- 65 000 personnes) alors que la population en âge de travailler a continué à progresser rapidement (+153 000 personnes). Au cours du trimestre, les chiffres indiquent que les destructions d'emplois les plus importantes ont été enregistrées dans les secteurs miniers (-29 000) et manufacturiers (-25 000). Malgré cette augmentation depuis le début de l'année, les chiffres sur un an indiquent une légère amélioration de la situation au troisième trimestre par rapport à la même période l'année précédente. Au total, 188 000 postes ont été créés entre le T3 2017 et 2018, soit une progression de 1,2%.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Botswana : Le Groupe d'Action Financière (GAFI) place le Botswana sur sa liste des pays à risque élevé

Le GAFI, l'organisme intergouvernemental de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, a placé le Botswana sur la liste des pays présentant un risque élevé. C'est un mauvais signal envoyé aux investisseurs et aux institutions financières internationales. Dans son évaluation, le GAFI fait état « d'insuffisances stratégiques » dans le système de contrôle financier du pays, notamment pour ce qui concerne les Organisations Non Gouvernementales (ONG – cette catégorie comprend les églises et les syndicats selon la classification du GAFI). Si le Botswana s'est engagé ces dernières années à renforcer la surveillance et le contrôle pour les entreprises, les nouvelles lois mises en place ne concernent pas les ONG. C'est d'autant plus important que ce type d'organisations gère des sommes d'argent importantes au Botswana.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Mozambique : Baisse de l'inflation à 4,9% en septembre

En septembre, le taux d'inflation a diminué à 4,9% après 5% en août dernier. Les efforts réalisés par les autorités pour réduire l'inflation portent leurs fruits : sur les neuf premiers mois de l'année, l'inflation moyenne s'est élevée à 3,8%, contre 18,2% à la même période en 2017.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ **Zimbabwe : L'augmentation de la taxe sur les transactions électroniques devrait générer 700 MUSD de recettes supplémentaires**

Selon George Guvamatanga, secrétaire permanent du Ministère des Finances, l'augmentation de la taxe sur les transactions électroniques, de cinq cents à 2% du montant total de la transaction, annoncée au début du mois d'octobre devrait permettre au gouvernement de mobiliser 700 MUSD de recettes supplémentaires. Cette déclaration devrait être confirmée au cours du mois lors de la présentation du budget 2019.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : visite du Premier ministre Abiy Ahmed en France**

Le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed a rencontré le Président Emmanuel Macron à l'occasion d'une visite officielle en France le 29 octobre 2018. Les deux dirigeants ont réitéré leur volonté d'approfondir les liens économiques bilatéraux à travers le renforcement du dialogue entre les communautés d'affaires, la promotion des investissements et la résolution des difficultés rencontrées par les entreprises. L'AFD a également signé trois déclarations d'intention avec l'Éthiopie pour soutenir le programme d'investissements d'Ethiopian Airlines, les stratégies d'urbanisation à Addis Abeba et Dire Dawa et la valorisation patrimoniale de palais. La visite de la délégation éthiopienne s'est conclue avec un dîner organisé par le MEDEF et réunissant 47 chefs d'entreprises françaises.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : regain d'activité du secteur privé en octobre**

Selon les chiffres d'octobre 2018, le *Purchasing Manager Index* (PMI) - un indicateur mensuel publié par *Markit Economics* se basant sur un sondage réalisé auprès de directeurs d'achats - pour le Kenya fait état d'une hausse de 52,7 à 54,0 points entre septembre et octobre 2018, traduisant un regain de l'activité du secteur privé. Cette tendance traduirait une accélération de la croissance due notamment au dynamisme des exportations et de la demande intérieure ainsi qu'un rythme de création d'emploi soutenu.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : la Grande Île 161^{ème} sur 190 pays au classement *Doing Business*

Dans le récent classement *Doing Business* 2019, Madagascar progresse d'une place (161^{ème}) avec un score de 48,89 points sur 100 contre 48,18 en 2018. Si le raccordement à l'électricité a progressé, il en est de même pour l'exécution des contrats grâce à la mise en place d'un système d'attribution aléatoire des affaires aux juges et de leur gestion par voie électronique. Les coûts d'obtention de permis de construire sont réduits et le contrôle de qualité de la construction est renforcé. En matière d'obtention de prêts, les réformes ont amélioré l'accès à l'information sur le crédit. Néanmoins les charges administratives en matière de paiement des taxes et impôts se sont légèrement alourdies.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : augmentation de la dette extérieure tanzanienne

Dans la *Monthly Economic Review* de septembre 2018, la Banque de Tanzanie (BoT) fait état d'une augmentation significative de la dette extérieure du pays. Entre juillet et août 2018, la dette externe publique est passée de 15,4 Mds USD à 16,0 Mds USD, soit un accroissement de 3,75 % en un mois pour atteindre 28,2 % du PIB. La dette privée a elle augmenté sur la période, passant de 4,5 Mds USD à 4,6 Mds USD. Ainsi, la dette extérieure globale est passée de 34,9 % du PIB au en juillet 2018 (soit 19,9 Mds USD) à 36,2 % du PIB en août 2018 (soit 20,6 Mds USD). En glissement annuel d'août 2017 à août 2018, la dette extérieure totale a progressé de 6,8 % (soit 1,4 Md USD), reflétant une tendance haussière de l'endettement du pays.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin : 3^{ème} revue concluante du FMI

Le contexte macroéconomique est favorable, avec une croissance dynamique dont la prévision 2018 est revue à la hausse de 6 à 6,5%, performance qui devrait se renouveler en 2019. Les efforts en matière budgétaire ont été couronnés de succès, avec un déficit qui repassera sous la barre des 3% en 2018 et se réduira encore en 2019 à 2,7%, grâce à la très forte baisse prévue (-40%) des exonérations. Le pays vient par ailleurs de procéder à un reprofilage de sa dette avec le soutien de la Banque mondiale, en contractant un prêt à long terme (14 ans) en devises de 260 M EUR afin de rembourser par anticipation des crédits en FCFA de maturité plus courte à un coût plus élevé.

✉ pascal.fourcaut@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : l'excédent commercial 2017 en hausse de 29,8%

Selon le gouvernement, le niveau global des échanges commerciaux du pays a connu une hausse de 12,2% en 2017, pour atteindre 19,6 Mds EUR. Le solde commercial est évalué à 2,6 Mds EUR (+29,6% en g.a). Les exportations ont augmenté de 14%, atteignant 11,1 Mds EUR. Cette performance, malgré la chute de 40% des cours mondiaux du cacao durant cette période, s'explique par la hausse des volumes d'exportation du cacao, de la noix de cajou et du coton fibre. Les importations ont également enregistré une hausse en valeur de 9,9% en 2017 par rapport à 2016 pour atteindre 8,5 Mds EUR. Cette hausse concerne principalement le pétrole brut, les machines mécaniques et électriques, le riz, le poisson, les produits pharmaceutiques. Les achats ivoiriens proviennent principalement de la Chine (13,5%), de la France (11%), du Nigeria (9,2%), de l'Espagne (9,1%) et de l'Inde (4,7%).

✉ julie.bompas@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : une inflation de 9,9% en août et septembre 2018

Selon les derniers chiffres que vient de publier l'institut national de statistiques, l'inflation s'est établie à 9,9% (contre 10% à fin juillet 2018) en glissement annuel à fin août, et est restée à ce niveau jusqu'à fin septembre. L'indice des produits alimentaires, boissons et tabac a respectivement augmenté de 12,5% et 12,3% en g.a, celui du logement, eau, électricité de 7,1% et 7,6%, de la santé de 4,8% et 3,4%, des transports de 12,5% et 12,8%. Pour rappel, le FMI table sur une inflation en moyenne annuelle de 8,2% en 2018 et de 8% en 2019. Les réserves internationales nettes du pays tendent à se reconstituer depuis 2017 et ont atteint 434,5 M USD à fin juin 2018 selon la Banque centrale de Guinée.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : 10^{ème} et dernière revue du FMI

Une équipe du FMI, conduite par Boriana Yontcheva, effectue du 24 octobre au 6 novembre 2018, une mission à Bamako, dans le cadre de la 10^{ème} et dernière revue du programme économique et financier (FEC) en cours avec le pays. La délégation du FMI rencontrera entre autres : la BCEAO, le ministère de l'économie et des finances, le conseil national du patronat malien (CNPM), des Hauts fonctionnaires de l'administration malienne, les partenaires techniques et financiers (PTF) ainsi que les opérateurs du secteur bancaire. Par ailleurs, Abebe Aemro Sélassié, Directeur du département Afrique, effectue à partir du 1^{er} novembre 2018, une visite de travail à Bamako dans l'objectif d'échanger avec le gouvernement sur un futur programme du FMI.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : mission concluante du FMI

Une mission du FMI a séjourné à Niamey du 17 au 30 octobre 2018 dans le cadre de la 3^{ème} revue du programme FEC (Facilité élargie de crédit). A l'issue de la mission, les autorités nigériennes et l'équipe du FMI ont abouti à un accord de principe pour l'achèvement de la 3^{ème} revue du programme et pour l'augmentation de l'accès aux ressources du FMI (19,7 millions DTS, soit environ 15,5 Mds FCFA). Le communiqué final souligne la stabilité du cadre macroéconomique, avec une croissance en voie d'accélération (prévision de 5,2% en 2018 et 6,5% en 2019) malgré un environnement extérieur difficile et une inflation maîtrisée. La situation budgétaire demeure dans l'ensemble satisfaisante et le déficit global devrait baisser significativement à 4,5% du PIB en 2018.

✉ cossuc@afd.fr

▼ Togo : 3^{ème} revue concluante du programme FMI

Les équipes du FMI ont pu constater une stabilisation de l'activité économique avec une croissance attendue de 4,7% en 2018 après un résultat de 4,4% en 2017 dans un contexte d'inflation modérée. Le déficit budgétaire global devrait s'établir fin 2018 à 3,1% du PIB, et se réduire sensiblement en 2019. La dette publique a amorcé une décroissance rapide, passant de 81% fin 2016 à 75% du PIB (71,5 % hors dettes des sociétés d'Etat) fin 2017, se rapprochant ainsi du critère de convergence de l'UEMOA de 70% maximum. La mission salue enfin le changement de stratégie du gouvernement qui renonce à la fusion des deux banques publiques en difficulté – UTB et BTCL – pour tenter de les privatiser individuellement.

✉ pascal.fourcaut@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : Une délégation du FMI à Brazzaville

Une délégation du FMI conduite par Alex Segura-Ubierno, nouveau chef de mission pour la République du Congo, séjourne à Brazzaville du 5 au 14 novembre pour poursuivre les négociations devant aboutir à la signature d'un programme d'ajustement structurel. Les objectifs de la mission consistent à mettre à jour le cadrage macroéconomique du pays en tenant compte de la hausse des prix du baril de pétrole, à faire le point sur les recommandations du FMI sur les réformes en matière de gouvernance et de lutte contre la corruption, et à échanger sur les assurances de financement que le Congo doit présenter pour restructurer sa dette. Le FMI exhorte les autorités congolaises à trouver rapidement un accord avec ses créanciers, à savoir la Chine et les traders.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ **Nigéria : l'entreprise MTN sera entendue le 4 décembre devant la Haute Cour fédérale du Nigeria.**

Suite à la demande de la Banque centrale du Nigeria de rapatrier 8,1 Mds USD, qui auraient été sortis illégalement du pays sous forme de dividendes, et se voyant également réclamer 2 Mds USD de taxes impayées par le Procureur général de la fédération, MTN Nigeria (filiale nigériane de l'entreprise sud-africaine de téléphonie) a décidé de porter l'affaire en justice. La Haute Cour fédérale a ainsi fixé au 8 novembre l'audience concernant la réclamation du Procureur général et au 4 décembre celle impliquant la Banque centrale.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Djibouti : Djibouti passe dans le top 100 du classement *Doing Business* de la Banque mondiale 2019**

Pour la deuxième année consécutive, Djibouti fait un bond dans le classement Doing Business de la banque Mondiale, passant de la 171e place à la 99e en deux ans. Le principal argument avancé à l'appui de ce meilleur classement est la mise en œuvre du guichet unique pour la création d'entreprises ainsi que la baisse du tarif nécessaire pour créer une activité. Cette progression ne reflète pourtant pas une amélioration tangible du climat des affaires dans le pays, qui se détériore significativement depuis plusieurs mois.

✉ marion.cochet@diplomatie.gouv.fr

▼ **Kenya : lancement d'une initiative pilote de l'UNICEF pour l'électrification rurale**

L'UNICEF a recruté l'ONG *Energy 4 Impact* pour soutenir la mise en œuvre d'un pilote du programme *Energy and Cash Plus*. Ce projet vise à verser une somme dédiée à l'acquisition de produits solaires hors-réseaux aux ménages vulnérables, en complément des transferts gouvernementaux octroyés dans le cadre du *National Safety Net Programme*. Le pilote, d'une durée de 20 mois, sera mis en œuvre dans les comtés de Kilifi et de Garissa. L'objectif est de déterminer dans quelle mesure les transferts additionnels auront un effet distorsif sur ce segment de marché. Le Kenya est l'un des leaders régionaux en termes d'adoption de solutions solaires individuelles, mais plus de 30% de la population reste privée d'accès à une source moderne d'énergie.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : la direction générale du Trésor et de la comptabilité publique se dote d'une nouvelle plateforme digitale**

La directeur général a présenté officiellement, le 26 octobre, Baobab, le nouvel espace numérique interactif de traitement en temps réel des préoccupations des usagers-clients et de suivi en ligne de leurs dossiers. Le dispositif mis en place inclut le traitement des plaintes et réclamations éventuelles des fournisseurs et usagers de l'administration.

✉ julie.bompas@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gambie : signature d'un nouvel accord de pêche avec l'UE**

La Gambie a signé un nouvel accord de partenariat avec l'UE, 22 ans après l'expiration du précédent protocole, qui autorise les navires européens à pêcher dans les eaux gambiennes, et étend ainsi le réseau d'accords de pêche thonier de l'UE à l'Afrique de l'Ouest. Valable pour une durée de six ans, ce nouvel accord permettra aux navires européens de pêcher 3 300 tonnes de thons et espèces similaires et 750 tonnes de merlus par an. En retour, l'UE versera 550 000 EUR chaque année à la République de Gambie afin de renforcer la gestion soutenable de la pêche et le développement du secteur dans le pays.

✉ diadame.diawbaudoin@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : un protocole d'accord pour faciliter l'installation d'entreprises allemandes**

Le Sénégal et l'Allemagne ont signé à Berlin, en marge de la rencontre *Compact for Africa*, un protocole d'accord de réforme favorisant l'installation d'entreprises allemandes au Sénégal, en vue d'accroître le volume d'investissement de la partie allemande. L'Allemagne a décidé de créer un fonds d'investissements d'un milliard d'euros pour accompagner les PME africaines et allemandes dans le cadre du *Compact with Africa*. A cet effet, le Sénégal a signé un contrat d'électrification de 300 villages pour un montant de 120 MEUR.

✉ diadame.diawbaudoin@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ **Nigéria : l'Etat va investir 500 Mds NGN (1,21 Md EUR) sur 5 ans pour la construction de logements**

L'Etat fédéral va injecter 100 Mds NGN (242 MEUR) par an, à travers le *Family Homes Fund* (FHF), afin de combler le déficit de logements dans le pays. L'effet de levier attendu par cet investissement devrait permettre un financement privé total de 1 000 Mds NGN (2,4 Mds EUR). La construction de logements au Nigéria est actuellement d'environ 100 000 unités par an, alors qu'au moins 1 million seraient nécessaires pour répondre aux besoins liés à la croissance démographique. Le *think tank* « *Centre for Affordable Housing Finance in Africa* », évalue ainsi le déficit en nombre de logements entre 17 et 20 millions d'ici 2033.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : progression de 54% du nombre de projets d'IDE accueillis au Ghana en 2017**

Selon Ernst & Young, le Ghana aurait accueilli près de 43 projets d'Investissement direct à l'étranger (IDE) en 2017 (d'une valeur totale de 3,2 Mds USD selon l'ONU), en particulier dans l'énergie, l'immobilier et la distribution. Ce chiffre est en augmentation de 54% par rapport à 2016. Le pays aurait ainsi été le 7^{ème} plus grand récipiendaire d'IDE en Afrique en nombre, derrière l'Egypte (56 projets) et devant la Tanzanie (35 projets). Concernant le contexte macroéconomique, le rapport dresse des perspectives de long-terme positives en matière de croissance, négatives en matière de gouvernance et stables pour l'évolution de l'inflation, du taux de change et des comptes extérieurs. A court terme, le contexte d'endettement public élevé et de dépréciation du cedi est jugé préoccupant.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ **Libéria : 37,2 MEUR de financements accordés par l'Union européenne (UE) à l'Etat pour un projet de réhabilitation routière**

Différents accords ont été signés afin de financer la réhabilitation d'environ 47 km de voies routières. La chef de la délégation de l'UE au Liberia a indiqué que 20,2 MEUR sont alloués sous forme de dons (financement initial de 6 MEUR, puis 14,2 MEUR de l'enveloppe régionale pour l'Afrique de l'Ouest). Les 17 MEUR restant seront apportés par la Banque européenne d'investissement (BEI). Cette route reliera le Libéria à la Côte d'Ivoire, afin de faciliter les échanges transfrontaliers. Le projet prévoit également la construction d'un poste frontière à guichet unique pour permettre aux autorités de contrôler les importations et les exportations. Pour rappel, le Libéria dispose d'environ 500 km de routes bitumées, dont la plupart ont été récemment modernisées grâce à un cofinancement de l'UE.

✉ nicholas.oniwon@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : La mairie de Johannesburg a lancé un appel d'offre pour la rénovation de trois propriétés dans le cadre de la revitalisation du centre-ville**

Il comprend deux bâtiments et un terrain vague. La mairie recherche des développeurs pour un projet à usage mixte. Ces trois projets figurent parmi les 80 propriétés du programme de revitalisation.

✉ ulyse.arliquie@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : nouveaux engagements financiers de la Banque mondiale à hauteur d'1,35 Md USD**

Le 2 novembre 2018, la Banque mondiale a accordé deux aides d'un montant total d'1,35 Md USD à l'Éthiopie afin de financer le programme *Growth and Competitiveness Development Policy* (1,2 Md USD) et le développement de formations technique et professionnelle dans le pays (150 M USD). Le programme d'aide budgétaire d'1,2 Md USD (50% de dons et 50% de prêts concessionnels) entend soutenir la stratégie gouvernementale de croissance et de transformation en maximisant le financement pour le développement, en améliorant le climat des affaires et développant le secteur financier, et en renforçant la transparence publique et la comptabilité nationale. Une première tranche de 800 MUSD sera décaissée en novembre 2018.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Rwanda : le Rwanda et la Banque Mondiale (BM) signent un accord de soutien à la gestion des finances publiques**

Le gouvernement rwandais et la BM ont signé une facilité de crédit de 20 MUSD pour aider le ministère des Finances et de la Planification Economique (MINECOFIN) en matière de transparence et de fiabilité budgétaires. Le fonds, affecté au projet de réforme de la gestion des finances publiques, permettra au MINECOFIN d'étendre la couverture du système d'information de gestion financière et du système électronique de passation des marchés publics, tout en fournissant une infrastructure informatique à tous les processus de prise de décisions dans le pays. Le prêt sera remboursé dans 38 ans à un taux d'intérêt de 0,75% et avec un délai de grâce de 6 ans. Il bénéficiera notamment au ministère des Finances, à l'Office rwandais des marchés publics et à l'Institut des experts-comptables agréés du Rwanda.

✉ philippines.de-brevand@diplomatie.gouv.fr

▼ **Rwanda : nouveau programme de la BAfD pour l'accès à l'électricité**

La BAfD (Banque Africaine de Développement) a accordé le prêt d'environ 230 USD au gouvernement dans le cadre de la phase 2 du programme *Scaling Up Electricity Access*. Le programme contribuera à la réalisation des objectifs du Rwanda, qui vise à un accès universel à l'électricité d'ici 2024. La contribution de la BAfD devrait prendre fin en 2021/22, et sera déboursée en fonction des progrès et résultats du Rwanda. Elle vise à étendre le réseau moyen et basse tension, afin de réduire la fréquence et la durée des coupures de courant mais également d'améliorer le taux d'accès à l'électricité en connectant de nouveaux consommateurs. Environ 190 000 foyers devraient être connectés sur le réseau et 120 000 hors-réseau grâce au programme. Le taux d'accès est de 44% en 2018.

✉ philippines.de-brevand@diplomatie.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : deux conventions avec la BAfD pour le financement de secteurs clés**

La ministre de l'économie, des finances et du développement et le responsable-pays de la Banque africaine de développement (BAfD) ont procédé à la signature de deux conventions de financement sous forme de dons le 26 octobre 2018. La 1^{ère} concerne l'accord de rétrocession du don de l'UE de 28 MEUR pour le financement du projet de renforcement de la route communautaire Cu2a, section Gounghin-Fada N'gourma-Piéga-frontière du Niger. La seconde concerne le financement du Projet d'appui à l'emploi des jeunes et le développement des compétences en milieu rural (PADEJ-MR) pour un montant de 13,3 MEUR. Ce dernier projet couvre le Nord, le Centre-Nord, la Boucle du Mouhoun et le Centre-Ouest.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : lancement des travaux de l'autoroute de contournement de la capitale**

Les travaux de construction et de bitumage de l'autoroute de contournement de la ville de Ouagadougou ont été lancés par le Chef de l'Etat le 30 octobre à Gampela sur la RN4, au nord-est de la capitale. Longue de 125 km, cette voie ralliera Loumbila, en passant par Koubri, Saponé, Tanghin-Dassouri, Pabré, et sera réalisée en 2 fois 2 voies. D'un coût global de 181 Mds FCFA (276 MEUR), le projet sera exécuté sous la forme d'un PPP d'une durée de 36 mois par le groupe burkinabè EBOMAF. Cette autoroute de contournement vient suppléer la circulaire devenue obsolète du fait de l'urbanisation galopante de la capitale.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cap-Vert : lancement en 2019 du programme « Tourisme familial » dans toutes les municipalités du pays**

Le gouvernement cap-verdien a annoncé le lancement en 2019 du programme « Tourisme familial » dans 22 municipalités du pays, qui vise à fournir aux familles qui vivent dans des zones à potentiel touristique élevé, des outils leur permettant d'améliorer leurs revenus et de créer de meilleurs emplois en dynamisant l'économie locale. Le gouvernement souhaite atteindre le million de touristes étrangers en 2021 (contre 716 000 en 2017).

✉ diadame.diawbaudoin@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : dons de 55 véhicules de l'UNICEF pour faciliter la livraison des médicaments**

Le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique a reçu, le 28 octobre 2018, un don de 55 véhicules (50 fourgonnettes et 5 véhicules de liaison) d'une valeur d' 1,7 Md USD des Fonds des Nations-Unies pour l'enfance (UNICEF), du Fonds mondial pour la lutte contre le Sida, le paludisme et la tuberculose et de la France pour faciliter l'acheminement des médicaments dans les structures sanitaires de premiers soins. Les 5 véhicules de liaison sont un don fait dans le cadre du Contrat de désendettement et de développement (C2D), à travers l'Agence française de développement (AFD).

✉ julie.bompas@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : les travaux de l'échangeur ivoiro-japonais achevés à 33%**

D'une durée totale de trois ans, les travaux réalisés par le groupe japonais Dahio corporation et l'entreprise française Razel-Bec avancent dans le respect des délais initiaux. L'échangeur est financé sur un don de 25,2 Mds FCFA (38,4 MEUR) de l'Etat Japonais auquel s'ajoute une contribution de l'Etat ivoirien de 3 Mds FCFA (4,5 MEUR). Lancée en décembre 2016, la construction est située dans les quartiers de Treichville et Marcory, au niveau du carrefour Solibra, et occupe 300 travailleurs au quotidien. Le carrefour enregistre en moyenne un trafic journalier de 130 000 véhicules malgré le rétrécissement de la chaussée.

✉ julie.bompas@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : le Centre de valorisation et d'enfouissement technique (CVET) de Kossihouen démarre ses activités**

Le processus de mise en place de la gestion des déchets sera progressif et s'étalera jusqu'au 15 décembre. Les deux opérateurs, Eco Eburnie et Ecoti, mobilisent 500 camions de collecte d'ordures et environ 1 000 coffres à ordures. Le CVET est la destination finale des ordures d'Abidjan qui seront convoyées des centres de transfert et de groupage d'Anguédogou, Port-Bouët, Bingerville et Adjamé (projet). Attributaire du lot 1, Ecoti est en charge des communes du Plateau, de Cocody, de Bingerville, d'Abobo et Anyama. Eburnie aura la charge, quant à elle, d'Adjamé, d'Attécoubé, de Yopougon, de Songon, de Koumassi, de Marcory, de Port-Bouët et de Treichville.

✉ julie.bompas@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : signature de conventions avec l'AFD en faveur de l'agriculture**

L'AFD a signé deux conventions avec le gouvernement guinéen en faveur de l'agriculture et le développement rural pour un montant total de 18,5 MEUR. La 1^{ère} convention, d'un montant de 8,5 MEUR, porte sur l'appui aux statistiques agricoles et au foncier rural et la 2^{ème} sur le développement de la pisciculture commerciale familiale de Guinée pour 10 MEUR. L'AFD a également apporté une aide budgétaire de 5 MEUR, et un protocole *adapt'Action* a été signé pour appuyer la mise en œuvre et le suivi de l'engagement guinéen à l'Accord de Paris sur le climat.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Nigéria : la *Bank of Agriculture* (BOA) va être recapitalisée à hauteur de 250 Mds NGN (600 MEUR)

Le Directeur général du *Bureau of Public Enterprises* (BPE), Alex Okoh, a annoncé que la Banque centrale du Nigéria (CBN) et le ministère des Finances devraient injecter 40% des nouveaux capitaux, le secteur privé 20% et les agriculteurs 40%. De plus, cette recapitalisation devrait s'accompagner de la création d'une banque de microfinance dédiée aux petits exploitants agricoles. En parallèle, le Directeur général aurait admis que le BPE ne pourrait pas, avant la fin de l'année, honorer sa contribution de 300 Mds NGN (725,6 MEUR) au budget national 2018, montant représentant 4,5% des revenus planifiés pour l'année fiscale. Cela s'expliquerait par des retards pris dans la vente de certains actifs publics (dont plusieurs centrales électriques).

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : signature d'un protocole d'accord pour la construction d'un abattoir frigorifique

Le ministre nigérien de l'agriculture et de l'élevage, le PDG du groupe ICS et le représentant de la société Agricornp (*Monaco Resources Group*) viennent de signer un protocole d'accord pour la construction et l'exploitation d'un abattoir frigorifique moderne dans la commune rurale de Namaro, au nord-ouest de Niamey. L'abattoir central ainsi que les abattoirs de proximité offriront une production journalière de démarrage de 100 tonnes par jour pour passer à 170 tonnes après 24 mois d'exploitation. L'objectif de ce projet est de produire de la viande de qualité en grande quantité et de valoriser les sous-produits d'abattage. Pour mémoire, le secteur de l'élevage au Niger contribue à environ 12% du PIB.

✉ cossuc@afd.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Libéria : le gouvernement approuve une hausse des prix des produits pétroliers

Le ministère du Commerce, de l'industrie et de la direction de la *Liberia Petroleum Refining Company* (LPRC) a annoncé avec effet immédiat, une augmentation des prix de l'essence et du gazole. Selon un communiqué du gouvernement, le prix de détail à la pompe d'un gallon d'essence est ainsi passé de 3,55 USD (540 LRD) à 3,70 USD (580 LRD) et celui du diesel de 3,70 USD (580 LRD) à 3,95 USD (615 LRD). Le communiqué explique que cette décision résulte d'un changement dans les paramètres utilisés pour déterminer les prix de ces produits. Le gouvernement a par ailleurs chargé le ministère de surveiller le respect des prix plafonds afin d'éviter les hausses non approuvées des prix à la pompe.

✉ nicholas.oniwon@dgtresor.gouv.fr

▼ **Zimbabwe : Le président Emmerson Mnangagwa a annoncé la découverte de pétrole dans le Nord du pays**

L'exploration devrait continuer jusqu'en 2020 avant que l'exploitation ne soit lancée. L'exploration est menée avec l'entreprise australienne Invictus

ulyse.arliquie@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : la Chine s'engage dans l'électrification rurale**

Le gouvernement ougandais a contracté auprès de la Chine un emprunt d'une valeur de 212 MUSD dédié à l'électrification rurale. Le taux d'accès à l'électricité dans le monde rural serait actuellement autour de 7%, contre une moyenne nationale de 15%, tandis que le gouvernement vise un accès universel à l'électricité à l'horizon 2035. Le prêt devrait notamment servir à l'extension et la mise à niveau du réseau de distribution et à connecter de nouveaux consommateurs. Néanmoins, l'articulation de ce financement avec ceux déjà engagés par de nombreux bailleurs sur le segment de l'électrification rurale, dont l'AFD, reste à éclaircir.

benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : bilan des flux d'énergie en 2017 et hausse du prix du super sans plomb**

La production 2017 de pétrole brut s'élève, en moyenne, à 34 000 barils par jour, en baisse de 19% par rapport à 2016, du fait essentiellement des périodes de maintenance sur les champs pétroliers. Grâce à un prix moyen du baril en hausse (passant de 41,9 USD en 2016 à 53,2 USD en 2017), les revenus issus de la vente du brut ont progressé de 2,2%. A fin mars 2018, la production moyenne par jour s'élève à 32 000 barils. Suite à la hausse de 23,4% du prix du baril, à 63,5 USD au 31 mars 2018, les revenus issus de la vente du pétrole brut sont en hausse de 4,2% en g.a. Par ailleurs, le gouvernement a augmenté de 20 FCFA le prix du super sans plomb à 640 FCFA/l, à partir du 1^{er} novembre.

julie.bompas@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : Rio Tinto annule l'accord de vente conclu avec Chinalco sur le Mont Simandou**

Rio Tinto a décidé de ne plus céder à son partenaire chinois Chinalco sa participation dans le méga projet d'exploitation du minerai de fer du Mont Simandou (réserves de 2,8 Mds de tonnes de fer). Les modalités de cette opération de vente, qui devait se dénouer à environ 1,3 Md USD, avaient été actées dans le cadre d'un accord « non-contraignant » signé en octobre 2016 par les deux parties. Rio Tinto et Chinalco, qui détiennent respectivement 45,05 % et 39,95 % de part de cette mine, continueront ainsi à travailler avec le gouvernement guinéen (15 %) sur ce projet.

lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : Guinea Alumina Corporation (GAC) a réceptionné son récupérateur empileur**

GAC, filiale d'*Emirates Global Aluminium* vient d'officialiser, dans le cadre de son important projet de développement d'une mine de bauxite à Boké, la réception d'un récupérateur empileur (construit en Chine). Il s'agit de la plus grande pièce d'équipement du projet. Cet équipement récupéra et placera le minerai de bauxite sur le système de convoyage pour le transporter le long de la jetée jusqu'aux barges stationnées sur le bras de mer. L'arrivée de cette pièce constitue une avancée notable dans la mise en œuvre du projet dont le coût total est estimé à 1,4 Md USD. La mine devrait être opérationnelle au second semestre 2019, avec une production annuelle prévisionnelle de 12 millions de tonnes de bauxite.

✉ lognara.traore@dqtresor.gouv.fr

▼ **Industries**

▼ **Services**

ENTREPRISES

▼ Burkina Faso : Electrosteel France remporte deux gros contrats

Electrosteel France, filiale du groupe indien éponyme, a été retenue par l'Office national de l'eau et de l'assainissement (ONEA) pour participer à la réalisation du réseau d'eau potable de Ouagadougou, à partir du barrage de Ziga. Electrosteel a remporté la fourniture des tuyaux et raccords en fonte ductile pour alimenter la capitale en eau potable, actuellement en pleine expansion avec 2,2 millions d'habitants. Le contrat est évalué à 7 MEUR.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Injaro investit dans une entreprise de fabrication de savons solides

Le fonds d'investissement dédié au financement des PME du secteur agricole en Afrique de l'Ouest, *Injaro Investments*, dont le siège est à Accra, vient de réaliser un investissement (montant non divulgué) dans la firme ivoirienne *Novafrique Industries*. Celle-ci est spécialisée dans la fabrication et la distribution de savons solides de ménage et dans la production d'huile de palme brute et d'huile de coprah. Elle dispose d'une ligne de production de silicate de soude liquide et d'une de dissolution de soude caustique solide. L'investissement servira à optimiser l'outil de production d'une capacité de 30 000 tonnes. Fondé en 2013, Novafrique exporte une partie de sa production au Mali, au Sénégal et au Niger.

✉ julie.bompas@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : la CDC du Niger signe avec Orange une convention de reversement des dépôts de garantie

La Caisse des dépôts et consignation (CDC) du Niger et Orange ont signé le 24 octobre une convention de reversement des dépôts de garantie. Cette convention définit les termes et les conditions du reversement par Orange Niger à la CDC-Niger des montants des dépôts de garantie constitués par les clients d'Orange Niger. Créée en 2016 par le gouvernement, la CDC-Niger a pour objectif d'appuyer le financement des grandes infrastructures, de gérer les dépôts, de promouvoir le financement des PME et de recevoir les consignations administratives et judiciaires ainsi que les cautionnements.

✉ cossuc@afd.fr

▼ Togo : EDF entre au capital de BBoXX Togo

Fin 2017, les autorités togolaises ont lancé le programme CIZO d'électrification rurale pour les localités éloignées et peu peuplées. La startup anglaise BBoXX, déjà présente en Afrique de l'Est, avait remporté l'adjudication pour engager, en décembre 2017, les opérations dans une phase test. Les 1^{ers} résultats sont concluants et 5 000 foyers bénéficient aujourd'hui de ce service de fourniture d'électricité en zone rurale grâce à l'utilisation de kits solaires individuels en leasing au prix de 160 FCFA/jour pour le kit de base. L'objectif du gouvernement est d'atteindre 300 000 foyers en 2022 et BBoxx affiche une cible de 35 000 connections en 2019. C'est dans ce contexte porteur qu'EDF vient d'entrer au capital de BBoXX Togo à hauteur de 50%.

CARNET ET AGENDA

▼ Afrique du Sud : La conférence présidentielle sur les investissements s'est tenue du 25 au 27 octobre

Du 25 au 27 octobre 2018, s'est tenue la *South Africa Investment Conférence* qui était une première étape vers l'atteinte de l'objectif du président Cyril Ramaphosa de mobiliser 100 Mds USD d'investissements supplémentaires au cours des cinq prochaines années. Pendant cette conférence, un total de 290 Mds ZAR (soit 17,3 Mds EUR) d'investissements publics et privés, domestiques et internationaux a été annoncé dont près de 100 Mds ZAR par des multinationales du secteur minier. En outre, le président a déclaré que 400 Mds ZAR (23,9 Mds EUR) de promesses d'investissement avaient été sécurisés par les quatre envoyés spéciaux nommés en avril 2018 et chargés de la promotion de l'Afrique du Sud auprès des investisseurs étrangers.

mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : La conférence Afrique du Sud – France sur la Ville Durable aura lieu le mardi 6 novembre à Rosebank

La conférence urbaine tenue au Turbine Hall de Johannesburg les 30 et 31 octobre a rappelé les objectifs du gouvernement d'adopter une approche holistique pour la mise en place de l'agenda urbain. Pour poursuivre cette logique, Business France avec le Service Economique Régional de l'Ambassade de France ainsi que l'AFD organisent la conférence ville durable mardi prochain à Rosebank

ULYSSE.ARLIGUIE@DGTRESOR.GOUV.FR

▼ Cap-Vert : promotion du Forum d'investissement à Paris

Le gouvernement cap-verdien organise les 11 et 12 décembre à Paris, en partenariat avec la Banque mondiale, les Nations unies et la Banque africaine de développement, une conférence internationale autour du thème « Construire de nouveaux partenariats pour le développement durable du Cap-Vert ». Cet événement sera consacré à la présentation du Plan stratégique de développement durable du Cap-Vert 2017-2021 auprès de la communauté internationale et du secteur privé. Un forum d'investissement aura lieu le deuxième jour, en vue de partager les opportunités d'investissements et de partenariats des principaux secteurs d'activité (agro-industrie, tourisme, infrastructures, construction, transports et TIC).

 diadame.diawbaudoin@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : un nouveau président à la tête du patronat burkinabé**

Le Conseil national du patronat burkinabè (CNPB) a tenu son assemblée générale annuelle le 25 octobre 2018 à Ouagadougou. Seul candidat en lice, l'opérateur économique Apollinaire Compaoré, président des conseils d'administration de TELECEL-Burkina et *Wend Kuni Bank*, a été nommé à la tête de l'institution qui comprend un bureau de 35 membres. Il remplace El Hadj Birahima Nacoulma, décédé en août 2018. Au titre des chantiers en cours, le nouveau président a cité l'opérationnalisation de tous les organes statutaires, la mise en œuvre du Programme d'appui à la formation professionnelle et à l'apprentissage, l'adoption du plan stratégique 2019-2023 et la poursuite de la décentralisation du CNPB dans les 13 régions du pays.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

